

Investissement dans la formation des formateurs et des entrepreneurs : les enseignements tirés des rapports pays

Conférence des Ministres du PQIP/DCTP
« Investir dans la formation des formateurs et des
entrepreneurs »

Kigali, 08 octobre 2015

Hôtel SERENA

Sommaire

- Le processus de préparation
- Les points de débat soulevés par la revue de littérature
- Les points de débat soulevés par les rapports pays
- Les exemples innovants en cours de développement
- Des pistes d'avenir

Le processus de préparation de la Conférence

- Une revue de littérature sur la thématique de la conférence
- Des rapports pays qui ont été réalisés selon une méthodologie commune
- 10 rapports ont été pris en compte dans l'analyse présentée
- 3 rapports arrivés tardivement n'ont pas pu être analysés à ce jour
- La revue de littérature, les rapports et toutes les synthèses des rapports (en français et anglais) des 13 rapports sont et seront disponibles sur le site ADEA/PQIP/DCTP

Les points de débat soulevés par la revue de littérature

Premier constat: EFTP ou DCTP?

- Aborder la formation des formateurs c'est prendre en compte tous les dispositifs et parcours de formation et d'acquisition des compétences, qu'ils soient formels, non formels ou informels
- Il s'agit donc d'opérer une véritable transformation du système actuel d'EFTP qui a tendance à marginaliser les formes de formation du type apprentissage informel, apprentissage traditionnel rénové, professionnalisation en situation de travail ou formations qualifiantes à finalité d'insertion professionnelle

Les points de débat soulevés par la revue de littérature

Deuxième constat: le sous-investissement dans les politiques de la FFE

- L'EFTP ne met pas assez les formateurs et les gestionnaires au contact des réalités du monde professionnel ou du monde du travail
- Les transformations du monde du travail sont insuffisamment prises en compte dans les dispositifs de formation
- Les raisons identifiées du manque d'investissement dans la FFE sont la gestion fragmentée de l'EFTP et la faiblesse des moyens financiers qui lui sont affectés.

Les points de débat soulevés par la revue de littérature

Troisième constat: une FFE peu ou pas ciblée sur les défis à relever

- La FFE ne prend pas suffisamment en compte les difficultés des jeunes qu'elle doit essayer de résoudre (leurs lacunes éducatives, leur découragement par rapport à l'emploi...)
- Les formateurs manquent souvent d'expérience pédagogique pour faire progresser les jeunes
- Les formateurs manquent de connaissance des situations professionnelles auxquelles ils doivent former les jeunes

Les points de débat soulevés par la revue de littérature

Quatrième constat: le manque de formation en secteur informel

- La plupart des jeunes acquièrent leurs compétences dans les secteurs informels ruraux et urbains
- Malgré une prise de conscience récente sur l'importance d'investir dans le développement des compétences du secteur informel, trop peu de pays mettent l'accent sur la formation des entrepreneurs et formateurs de ce secteur
- Les politiques de la FFE ne peuvent plus ignorer les très nombreux maîtres d'apprentissage et entrepreneurs qui professionnalisent la très grande majorité des jeunes

Les points de débat soulevés par les rapports pays

Premier constat: la FFE fait encore trop peu partie des priorités des politiques nationales d'EFTP

- La FFE n'est pas toujours budgétisée dans un budget EFTP déjà trop faible
- Quand elle l'est, elle concerne souvent les formations statutaires
- Elle est très peu liée aux évolutions du monde professionnel
- Elle concerne trop peu les vacataires et les professionnels impliqués dans des dispositifs et parcours de formation même s'il existe quelques débuts de réalisation

Les points de débat soulevés par les rapports pays

Deuxième constat: La FFE reste trop souvent au stade de : qui recruter, à quel niveau, pour quel statut?

- Beaucoup de rapports rendent compte des niveaux et conditions de recrutement qui restent largement universitaires
- De plus en plus de pays recrutent des vacataires et quelques professionnels sans leur donner un statut réel
- L'évolution en cours dans les pays vers des dispositifs de plus en plus alternés et en apprentissage pose la question des missions et des statuts des formateurs
- Se pose de manière accrue le problème du rôle et du statut des formateurs professionnels/entrepreneurs

Les points de débat soulevés par les rapports pays

Troisième constat: la nécessité de promouvoir la FFE est toutefois présente dans tous les rapports

- Création d'institutions dédiées à la FFE de type « centres de ressources pédagogiques ou « Instituts de formation à l'ingénierie de formation »
- Redéfinition des missions des institutions existantes
- Prise de conscience qu'il faut à la fois renforcer les capacités pédagogiques, techniques et professionnelles des formateurs
- Mise en cohérence des diverses institutions intervenant dans la FFE
- Développement d'actions de formation vis-à-vis de catégories de formateurs spécifiques

Les points de débat soulevés par les rapports pays

Quatrième constat: il existe des avancées notoires dans le partenariat EFTP/entreprises

- Les professionnels participent à la révision des programmes existants au moyen de l'APC (quasiment tous les pays)
- Les entrepreneurs sont impliqués dans les formations à l'entreprenariat (Botswana, Rwanda)
- Les professionnels sont de plus en plus sollicités à intervenir dans les centres de formation sectoriels (Cameroun)
- Le ministère fait systématiquement recours à des formateurs du monde professionnel dans certains métiers (CIV)

Les points de débat soulevés par les rapports pays

Quatrième constat: il existe des avancées notoires dans le partenariat EFTP/entreprises

- Les entrepreneurs sont impliqués dans les nombreuses formations non formelles de type alternance ou apprentissage en cours de développement (Niger)
- Des conseillers du monde professionnel appuient les jeunes et notamment les femmes ayant des projets attractifs de création d'activité ainsi que des entrepreneurs du secteur informel en capacité de développement (Rwanda)
- Des patrons/maîtres artisans sont impliqués dans les dispositifs de formation et d'insertion des jeunes (Tchad)
- Les professionnels du monde du travail encadrent les élèves-professeurs dans leur formation pratique (Tchad)

Des exemples innovants en cours de développement

- Le rôle reconnu des entrepreneurs dans les Centres de Formation à la création d'entreprises du Bénin
- Le développement des centres d'incubation (Bénin, Rwanda, Botswana, Ghana)
- Le renforcement prévu et en cours des capacités des artisans et maîtres d'apprentissage et entrepreneurs (Cameroun)
- Posséder une expérience professionnelle: un préalable pour devenir formateur dans certaines filières (Côte d'Ivoire, Maurice)
- Le détachement régulier des formateurs en entreprise (Maurice)

Des exemples innovants en cours de développement

- La mise en œuvre de formations ouvertes et hors les murs avec des professionnels du monde agricole (Niger)
- La réalisation de formations spécifiques pour renforcer les compétences des entrepreneurs impliqués dans les divers dispositifs de formation (Niger)
- L'inscription de la formation des formateurs comme axe stratégique de la politique nationale d'emploi et de formation professionnelle 2015/2019 (Madagascar)
- Des cadres nationaux de certification à destination de l'EFTP ont été institués (Rwanda, Botswana, Ghana)

Des exemples innovants en cours de développement

Des débuts de mise en œuvre de cadres nationaux de certification pour pouvoir reconnaître les compétences acquises des formateurs des professionnels et des formés (en projet dans beaucoup de pays)

- Le développement des compétences des formateurs au niveau pédagogique et technique, une composante essentielle de la stratégie pour maintenir la qualité de la formation (Maurice)
- La formation des tuteurs en entreprise, le recours à des personnes ressources en entreprise pour la formation (Maurice)
- L' Inclusion de la formation des maîtres d'apprentissage dans les dispositifs de formation de formateurs (Ghana)

Des pistes d'avenir

Piste 1: continuer les processus de réforme en cours en les systématisant

Piste 2: placer la FFE au centre de la réforme de l'EFTP et de son évolution vers le DCTP (investissement immatériel)

Piste 3: ne pas séparer FFE et mise à niveau des moyens et équipements de formation (investissement matériel)

Des pistes d'avenir

Piste 4: Redéfinir le formateur à partir d'un triple positionnement : technique (maîtrise d'une spécialité), pédagogique (capacité à faire progresser des élèves à partir de leur situation réelle) et professionnelle (exigence d'une professionnalisation en situation réelle de travail)

Des pistes d'avenir

Piste 5: Considérer les entrepreneurs comme des bénéficiaires à part entière des dispositifs de la FFE en place ou à développer

Piste 6: Accroître de manière significative les compétences des entrepreneurs du secteur informel qui forment les jeunes en situation de travail

Un grand merci pour votre attention